

LA QUESTION PRINCIPALE DES BRICS

Protagoniser la yuanisation de l'économie mondiale

par Ariel Noyola Rodríguez

Beaucoup d'encre coule dans la presse internationale à propos des BRICS. Sans aucun doute, le bloc des cinq a augmenté sa participation à l'économie mondiale au cours des dernières années, en concurrence directe avec les États-Unis et l'Union européenne. Cependant, les détails sur la nouvelle Banque de développement et l'accord sur un Fonds de prévoyance montrent que ses membres sont réticents à quitter l'orbite du dollar et à détruire la coquille des institutions de Bretton Woods.

RÉSEAU VOLTAIRE | MEXICO (MEXIQUE) | 17 JUILLET 2015

ESPAÑOL ENGLISH РУССКИЙ ITALIANO



Dans la ville russe d'Ufa, au pied des montagnes de l'Oural, ont eu lieu les sommets simultanés des BRICS —composés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud—, et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) —qui intègre la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan—.

Au sujet de la coopération financière, les BRICS ont annoncé les détails sur la nouvelle banque de développement et sur l'accord pour un fonds de prévoyance. Toutefois, le *modus operandi* des deux institutions a révélé qu'aucune ne favorise le processus de « dé-dollarisation » mondiale [1]. Les

crédits pour la nouvelle banque de développement des BRICS sont libellés en dollar, la même chose se produira concernant la liquidité fournie au Fonds de prévoyance, qui aura également besoin de l'aval [2] du Fonds monétaire international (FMI) pour agir comme stabilisateur de l'équilibre des paiements entre les pays des BRICS [3].

En revanche, la Chine sape —en solitaire— la domination du dollar par l'usage du yuan dans l'économie mondiale. Elle ouvre le chemin, soit en établissant des 'swaps' de devises bilatéraux entre banques centrales, soit par l'installation de banques de règlement direct (banques de compensation), soit en accordant des licences de participation au programme chinois qui accueille les Investisseurs institutionnels étrangers (RQFII, pour son sigle en anglais) en 'renminbi', la « monnaie du peuple ».

Toutefois, notez que la Chine impulse le yuan seulement par des accords bilatéraux, gaspillant ainsi le potentiel extraordinaire de ses institutions pour financer les infrastructures, soutenue en cela par la majorité des économies émergentes. Les opérations d'investissement dans les infrastructures (AIIB, pour son sigle en anglais), dans le Fonds pour la « Route de la Soie » et dans la nouvelle banque de développement des BRICS auront lieu en dollars.

Par conséquent, bien qu'il soit vrai que le montant des ressources disponibles pour les trois institutions (240 milliards de dollars) défie le pouvoir du FMI et de la Banque mondiale, en même temps il soutient à son tour sur ses épaules l'empire du dollar, pierre angulaire du système monétaire international établi en 1944.

Au sein des BRICS, la stimulation du yuan est marginale. À ce jour, aucun membre des BRICS n'a montré sa volonté de participer au RQFII (programme chinois qui accueille les Investisseurs institutionnels étrangers). Seulement la semaine dernière, l'Afrique du Sud est devenue le premier membre du BRICS à installer une banque de compensation pour faciliter les opérations en yuans.

Dans le cas de l'Inde, ni la proximité géographique de la Chine, ni la complémentarité géoéconomique n'ont incité le Premier ministre, Narendra Modi, à demander un accord de 'swap' auprès de la Banque de Chine (PBOC, par son acronyme anglais) pour protéger son pays de la volatilité du dollar.

Pourquoi cette réticence à soutenir le yuan ? Qu'en est-il de la coopération dans le bloc ? Selon le FMI, le PIB combiné des BRICS s'est élevé à 16,9 trillion de dollars en 2014, un montant qui représente plus d'un quart (27 %) du PIB mondial. Bien que le taux d'accumulation du capital se soit réduit, les BRICS ont contribué pour moitié à la croissance de l'économie mondiale au cours de la dernière décennie.

Toutefois, ces données historiques contrastent avec les faibles volumes d'échanges et d'investissements entre les BRICS. Alors que les exportations des BRICS (336 milliards de dollars) représentent 16 % des exportations mondiales, le commerce intra-bloc de marchandises ne représentent que 1,5 % du total mondial.

Il en va de même dans le cas des investissements ; à l'exception des milliards des projets lancés par la Chine, les flux de capitaux entre le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud sont très faibles, ils correspondent à moins de 5 % du montant total investi par les quatre pays, selon la base de données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, pour son sigle en anglais).

Dans ce contexte, il est nécessaire que les BRICS s'attellent à trois tâches fondamentales.

- ▶ Tout d'abord, les BRICS devraient accélérer la construction d'un « partenariat économique global » [4] pour approfondir leur coopération dans les domaines industriel, technologique, énergétique, financière, etc.

- ▶ Deuxièmement, la création d'une zone de libre-échange (ALE, pour son sigle en anglais) des BRICS serait une étape décisive pour renforcer les liens économiques entre les membres du bloc des cinq [5]. En ce sens, la Chine devrait augmenter le montant de ses importations pour réduire les déséquilibres commerciaux [6].

- ▶ Troisièmement, enfin, il est urgent de quitter l'orbite du dollar. Soit par la création d'un panier de devises, soit par la promotion de l'utilisation du yuan [7], les BRICS devraient commencer à défier l'hégémonie de la monnaie nord-américaine [8].

En bref, si les BRICS n'utilisent pas le yuan dans la plupart de leurs transactions commerciales, le financement par la Chine des initiatives ultérieures sera impossible (AIIB, Fonds de la « Route de la Soie » et la nouvelle banque de développement des BRICS), rendant caduques les

bases d'un système monétaire multipolaire.

Ariel Noyola Rodríguez

Source
Russia Today (Russie)

[1] « **Les BRICS et la fiction de la "dédollarisation"** », par Michel Chossudovsky, *Mondialisation*, 16 avril 2015

[2] « **Los beneficiarios del fondo BRICS deberán atenerse a los consejos del FMI** », *Sputnik Mundo*, 9 de julio de 2015.

[3] « **The US still decides the future of capitalism, not the G20, and not the Brics nations** », Leo Panitch, *The Guardian*, August 27, 2014.

[4] « **The Strategy for BRICS Economic Partnership** », *Official website of Russia's Presidency in BRICS*, July 2015.

[5] « **'BRICS Free Trade Zone' being considered : Russia** », *The BRICS Post*, July 6, 2015.

[6] « **Xi pushes BRICS potential** », Chen Heying, *The Global Times*, July 9, 2015.

[7] « **Ufa could be the yuan moment** », Jagannath Panda, *The Hindu*, July 7, 2015.

[8] « **The Brics are building a challenge to western economic supremacy** », Radhika Desai, *The Guardian*, April 2, 2013.

Source : « **Protagoniser la yuanisation de l'économie mondiale** », par Ariel Noyola Rodríguez, Russia Today (Russie), *Réseau Voltaire*, 17 juillet 2015, www.voltairenet.org/article188185.html